



PREFETE DU TERRITOIRE DE BELFORT

Direction départementale des territoires
Service Eau, Environnement & Forêt

ARRÊTÉ 90-2018-08-03-001
portant restriction des usages de l'eau : niveau alerte renforcée

LA PRÉFÈTE DU TERRITOIRE DE BELFORT
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

VU le code de l'environnement pris notamment en son article L.211-3 relatif aux mesures de limitation ou de suspension provisoire des usages de l'eau pour faire face à une menace ou aux conséquences d'accidents, de sécheresse, d'inondations ou à un risque de pénurie ;

VU le code du domaine public fluvial, notamment l'article 25 ;

VU le code civil et notamment les articles 640 à 645 ;

VU le code de la santé publique et notamment son titre II ;

VU le code général des collectivités territoriales et en particulier les articles L. 2212-2-5, L. 2212-2 et L. 2215-1 ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,

VU le décret du 30 juillet 2015 nommant monsieur Joël DUBREUIL, sous-préfet, secrétaire général du Territoire de Belfort,

VU le décret du 25 octobre 2017 nommant madame Sophie ELIZEON, préfète du Territoire de Belfort,

VU l'arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et notamment son article 14, par lequel le préfet peut limiter ou suspendre provisoirement les usages de l'eau pour les installations relevant de cette législation ;

Vu le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du Bassin Rhône-Méditerranée approuvée le 3 décembre 2015 par le préfet coordinateur de bassin ;

VU l'arrêté 90-2017-047 du 16 novembre 2017 portant délégation de signature à monsieur Joël DUBREUIL, Sous-Préfet, Secrétaire Général de la Préfecture,

VU l'arrêté cadre interdépartemental du 26 juin 2013 relatif à la mise en place des principes communs de vigilance et de gestion des usages de l'eau en Franche-Comté ;

VU l'arrêté 90-2018-07-20-005 du 20 juillet 2018 portant restriction des usages de l'eau, niveau alerte ;

VU la circulaire du 18 mai 2011 relative aux mesures exceptionnelles de limitation ou de suspension des usages de l'eau en période de sécheresse ;

VU les avis des cellules de veille sécheresse du Doubs et du Territoire de Belfort ;

CONSIDÉRANT la situation hydrologique actuelle du département du Territoire de Belfort et notamment la faiblesse de l'étiage des rivières tel qu'il peut être apprécié au moyen du réseau de mesures des débits des cours d'eau, constatée par les services d'hydrologie de la DREAL et en référence au bulletin de veille hydrologique et piézométrique de la semaine 31 ;

CONSIDÉRANT que dans ce cadre il convient de maintenir les priorités fixées dans les usages de l'eau et de renforcer les actions d'économies de la ressource pour éviter le gaspillage et préserver la vie aquatique et la situation future ;

CONSIDÉRANT que l'alimentation en eau destinée à la consommation humaine est prioritaire ;

CONSIDÉRANT la nécessité de concilier au mieux les usages économiques de l'eau et la préservation de la vie et des milieux aquatiques ;

SUR proposition de secrétaire général de la préfecture du Territoire de Belfort :

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} : Objet

Le seuil d'alerte renforcé étant atteint, les usages de l'eau sont limités à titre provisoire sur l'ensemble du territoire de toutes les communes du département du Territoire de Belfort, lequel appartient à l'unité d'alerte « rivières du bassin versant de l'Allan (n°5) », telle que définie dans l'arrêté cadre sus-mentionné du 26 juin 2013.

ARTICLE 2 : Mesures de restriction

2-1 Rappels et recommandations générales :

- Travaux et risques de pollution : éviter les interventions non indispensables dans le lit mineur des cours d'eau en période d'étiage. Reporter les travaux si cette disposition est prévue dans l'arrêté d'autorisation ou le récépissé de déclaration en lien avec le service instructeur.
- Les restrictions et interdictions mentionnées ci-dessous sont valables quelle que soit la ressource sollicitée (eaux issues des réseaux AEP, eaux superficielles (cours d'eau, plans d'eau...), eaux de sources et de nappes). Concernant les ressources provenant de réserves d'eau de pluie, seules les restrictions horaires (interdit de 8h à 20h) s'appliquent.
- Agriculture : l'abreuvement des animaux n'est pas concerné par les mesures de restrictions de quelque niveau que soit, les prélèvements effectués dans les cours d'eau ne doivent cependant pas amener le débit de ceux-ci en dessous du minimum biologique (ou mettre en danger la faune et la flore, ou conduire à des assècs).

2-2 Sont interdits sur le territoire des communes mentionnées à l'article 1

– Usages domestiques :

- l'arrosage des pelouses, espaces verts publics et privés, jardins : sauf potagers privés (ces derniers sont autorisés de 20 h à 8 h),
- l'arrosage des golfs et terrains de sport : interdit (sauf greens et stades : autorisé de 20 h à 8 h),
- nettoyage des pistes d'athlétisme, des tribunes et des équipements de loisirs
- le lavage des voitures hors stations équipées d'économiseurs d'eau (lance haute pression) ou système de recyclage sauf pour les véhicules ayant une obligation réglementaire ou technique et pour les organismes liés à la sécurité,
- lavage des voiries : interdit sauf : impératif sanitaire et au moyen de balayeuses laveuses automatiques,
- arrosage des pistes de chantiers : limité au strict nécessaire pour des raisons de santé publique,
- lavage des terrasses, toitures et façades (sauf en cas de travaux) : (sauf dérogation pour des raisons sanitaires),
- les fontaines publiques en circuit ouvert branchées sur le réseau AEP doivent être fermées.
- le remplissage ou remise en eau des piscines d'une capacité totale supérieure à 2 m³ à usage privé sauf pour les premières mises en eau des piscines « en dur » et « enterrées » construites depuis le 1^{er} janvier de l'année en cours. Il est conseillé de retarder la construction des piscines qui ne pourront être remplies si l'on passe au niveau de crise,
- piscines ouvertes au public : les vidanges sont soumises à autorisation,
- gestion du réseau AEP : interdiction de lavage des réservoirs AEP et les purges des réseaux sauf dérogation sanitaire ainsi que les essais de débit sur poteaux incendie sauf nécessité de service,
- gestion des systèmes d'assainissement : report des opérations de maintenance pouvant avoir une dégradation du niveau de rejet, sauf si elles sont indispensables au bon fonctionnement du système d'assainissement et après accord du service de police de l'eau.

– Usages économiques

- Industrie : Niveau 2 de leur plan d'économie,
- Irrigation agricole : arrosage par aspersion : interdit entre 8 h et 20 h,
- l'irrigation des cultures de semences, des cultures fruitières équipées de « goutte à goutte » ou de « pied à pied » et des cultures maraîchères, florales et pépinières : interdiction entre 20 h et 8 h.

– Ouvrages hydrauliques et plans d'eau :

- respect strict de la valeur du débit réservé pour les ouvrages hydrauliques : à l'exception des ouvrages hydrauliques servant à l'alimentation en eau potable ou à la navigation, toutes les manœuvres d'ouvrages hydrauliques, notamment en vue de leur vidange, sauf si ces manœuvres sont nécessaires :
 - au non dépassement de la cote légale de retenue
 - à la protection contre les inondations des terrains riverains
 - à la restitution à l'aval du débit entrant à l'amont.
 - gestion des plans d'eau : vidange et remplissage interdits.

Concernant la gestion des systèmes d'assainissement, les services en charge de la police de l'eau doivent être préalablement informés de toute opération susceptible d'entraîner un dépassement des normes de rejet.

—

ARTICLE 3 : Durée

Les dispositions mentionnées aux articles ci-dessus sont d'application immédiate et pour une durée d'application de 2 mois à compter de la date de signature du présent arrêté. Par ailleurs, elles pourront être renforcées, abrogées ou prolongées en tant que de besoin, en fonction de l'évolution de la situation météorologique et de la situation hydrologique.

L'arrêté n°90-2018-07-20-005 du 20 juillet 2018 portant restriction provisoire des usages de l'eau : niveau alerte est abrogé.

ARTICLE 4 : Sanction des infractions

Est puni de l'amende prévue pour les contraventions de la 5e classe le fait de contrevenir aux mesures de limitation ou de suspension provisoire des usages de l'eau prescrites par le présent arrêté.

La récidive des contraventions de la 5e classe prévues à l'alinéa précédent est réprimée conformément aux dispositions des articles 132-11 et 132-15 du code pénal.

ARTICLE 5 : Voies de recours

Le présent arrêté peut être déféré au tribunal administratif de Besançon dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Conformément à l'article 1635 bis Q du code général des impôts, créé par la loi n°2011-900 du 29 juillet 2011 et au décret n°2011-1202 du 28 septembre 2011, une contribution de 35 euros est exigible pour l'introduction de l'instance devant le tribunal administratif, sous peine d'irrecevabilité non susceptible d'être ultérieurement régularisée. L'acquiescement de cette contribution sera justifiée par l'apposition de timbres mobiles sur la requête ou par la remise d'un justificatif lorsque la contribution a été acquittée par voie électronique. Toutefois, cette contribution n'est pas due par les personnes bénéficiaires de l'aide juridictionnelle.

ARTICLE 6 : Publicité

Le présent arrêté sera affiché dans les mairies citées à l'article 1er du présent arrêté en un lieu accessible à tout moment et rendu public par tout moyen approprié.

Il en sera fait mention en caractères apparents dans deux journaux régionaux ou locaux.

ARTICLE 7 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental des Territoires, le directeur régional de l'agence régionale de santé, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté, le chef du service interdépartemental de l'office national de la chasse et de la faune sauvage captive (ONCFS), le chef du service interdépartemental de l'agence française pour la biodiversité (AFB) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

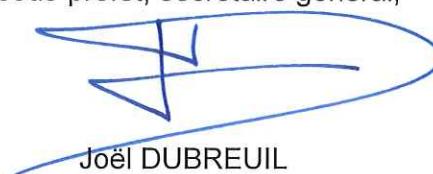
Le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs et ampliation en sera adressée :

- à M. le préfet coordonnateur de bassin Rhône-Méditerranée
- à Mmes et MM. les maires des communes mentionnées à l'article 1
- à M. le directeur du service départemental d'incendie et de secours
- à MM. les présidents des syndicats des eaux du département du Territoire de Belfort

- à M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne Franche-Comté,
- à M. le colonel commandant le groupement de gendarmerie du Territoire de Belfort,
- à M. le directeur départemental de la sécurité publique,
- à M. le chef de service interdépartemental de l'AFB,
- à M. le chef du service interdépartemental de l'ONCFS.
- à M. le président de la chambre d'agriculture Interdépartementale Doubs-Territoire de Belfort,
- à M. le président de la chambre de commerce et d'industrie du Territoire de Belfort,
- à M. le président de la chambre de métiers et de l'artisanat du Territoire de Belfort,
- à M. le président de la fédération du Territoire de Belfort pour la pêche et la protection du milieu aquatique,
- à M. le directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations
- à M. le chef de service de l'unité territoriale Nord Franche-Comté de l'ARS.
- à M. le président de Grand-Belfort communauté d'agglomération,
- à M. le président de la communauté de communes des Vosges du sud,
- à M. le président de la communauté de communes du sud territoire,

Fait à Belfort, le 03 AOUT 2018

la préfète,
pour la préfète et par délégation,
le sous-préfet, secrétaire général,



Joël DUBREUIL

